



3 questions à ... Brice Lalonde, ancien ministre, coordinateur exécutif de l'ONU pour la conférence RIO+20

Que faut-il entendre par « économie verte dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté » et « gouvernance », les deux thèmes à l'ordre du jour du sommet de Rio+20 ?

L'économie verte est celle qui ne porte pas atteinte aux fonctions vitales de la biosphère et qui ne détruit pas, autant que possible, les écosystèmes au sein desquels elle s'insère. Nous savons que l'écologie et l'économie ont partie liée et que l'humanité n'aurait guère les moyens de s'offrir par des procédés artificiels ce que la nature nous offre gratuitement dès lors que nous ne l'endommageons pas. Dans un monde de bientôt dix milliards d'humains l'économie devra porter attention à protéger la nature pour l'aider à nous aider, économiser les ressources, recycler les matériaux, utiliser les énergies renouvelables, promouvoir des modes de production et de consommation dont l'empreinte écologique soit aussi réduite que possible. Mais en même temps l'économie verte, dont l'avènement est inévitable, devra contribuer mieux encore qu'aujourd'hui au développement des pays les moins avancés et réaliser l'accès du milliard vivant dans la misère aux services essentiels en matière d'eau, d'alimentation, d'hygiène, d'énergie, de communication. La question posée est de savoir s'il suffit de rattraper les riches ou d'orienter le progrès vers une autre direction que la société de consommation. C'est pourquoi certains pensent qu'il faut certes des objectifs pour le milliard le plus pauvre, mais peut-être aussi pour le milliard le plus riche. Quant à la gouvernance du développement durable, c'est l'évaluation des institutions aux niveaux locaux, nationaux et internationaux. Est-ce qu'elles servent ou desservent le développement durable ? Faut-il des super-ministères combinant les piliers économique, écologique et social, ou des ministères séparés ? N'est-il pas temps d'avoir au sein des Nations unies une organisation de l'Environnement de plein exercice au lieu d'un simple programme ?

Voit-on déjà se dessiner des alliances entre Etats et sur quels thèmes ?

Il est encore tôt pour voir se dessiner des alliances, mais on peut imaginer un effort de rapprochement entre l'Europe, l'Afrique et une partie de l'Amérique latine, une relative inertie nord-américaine, un intérêt de la part des puissances émergentes qui considèrent que leur avenir est lié à l'essor de l'économie verte, et une grande prudence de la part des pays en développement les plus actifs dans la revendication Nord-Sud.

Quelle sera la place laissée à la société civile ?

On ne peut pas organiser Rio+20 sans une forte participation de la société civile. A toutes les parties prenantes : Etats membres, agences des Nations unies et groupes de la société civile (les Nations unies distinguent 9 groupes pour lesquels une procédure de consultation est établie : ONG, collectivités locales, entreprises, scientifiques, agriculteurs, syndicats, jeunes, femmes, peuples indigènes), il est demandé d'envoyer des soumissions pour Rio+20 avant le 1^{er} novembre au secrétariat de la Conférence (dsd@un.org)*. En outre le Brésil organise quatre jours de rendez-vous de la société civile mondiale avant la conférence proprement dite. Huit thèmes (parmi lesquels sans doute l'énergie, l'alimentation, l'eau et les océans, la biodiversité, l'urbanisme, la solidarité sociale) seront traités pendant ces quatre jours qui feront l'objet de recommandations transmises aux délégués des gouvernements. Ceux-ci pourront les retenir s'ils les approuvent et il y a gros à parier que ces quatre jours pourront contribuer de manière significative au succès de la conférence. *avec copie à Mme Vaturi (vaturi@un.org) et M. de la Cruz (delacruz@un.org).